LE SOCIALISME EST-IL MORT ?

Les partis issus de la gauche historique se sont effondrés au premier tour de la présidentielle. Mais le socialisme est-il mort pour autant ?

Le socialisme semble à l'agonie. Après le premier tour de l'élection présidentielle française du 10 avril, si l'on s'en tient au score du parti qui porte encore son nom, on peut même le considérer en voie de disparition. Et le faible score du Parti communiste français semble conforter la marginalisation des courants issus du « socialisme historique ».

Ce « socialisme historique », Jean-Luc Mélenchon s'en réclamait lorsqu'il a quitté le Parti socialiste en 2008 pour fonder le Parti de gauche.

Il a ensuite pris radicalement ses distances avec le clivage gauche/droite et l'adjectif socialiste en fondant la « France insoumise » en 2016. Jean-Luc Mélenchon et ses proches théorisent alors sa disparition : seul importe désormais le clivage populiste entre « élites » et « peuple ».

Pourtant, alors que le candidat de la « France insoumise » répétait en 2017 qu'il ne fallait plus se réclamer de la gauche pour parler au « peuple » et élargir son assise, les raisons de son succès en 2022 semblent résulter de son appel au « vote efficace » avec une référence appuyée à la « gauche » dans la dernière ligne droite.

L'envers du capitalisme

Le référent de gauche a refait ainsi spectaculairement surface chez ceux qui le conspuaient encore quelques mois plus tôt. La gauche existerait-elle finalement, même affaiblie ? Nous faisons le pari que le « socialisme » et ses héritages, même lorsqu'il est nommé autrement, constitue l'envers du capitalisme.

L'exploitation capitaliste et les différents modes de domination qu'elle implique provoquent nécessairement des conflits, des luttes, et donc l'émergence de projets alternatifs, qu'ils soient modérés ou radicaux.

En ce sens continuera à exister un socialisme, plus ou moins nourri des expériences passées, porté par des courants politiques divers, tant que le capitalisme existera. C'est une des thèses centrales qui traverse notre ouvrage collectif, co-dirigé avec Stéphanie Roza et Razmig Keucheyan, *Histoire globale des socialismes*.

Mais comment expliquer un tel effondrement du « socialisme » sous la forme du parti qui porte son nom ? Sortons un instant de France ; les choses sont alors autrement plus complexes.

Il y a 20 ans, les partis socialistes ou sociaux-démocrates gouvernaient la majorité des pays de l'Union européenne. Puis ils ont presque tous traversé de profondes crises. Leur affaiblissement a donné lieu à des pronostics de disparition à plus ou moins court terme. La mort annoncée n'a pourtant pas eu lieu.

On peut certes discuter de l'orientation politique de ces partis par rapport à ce qu'ils défendaient il y a encore une trentaine d'années. Ainsi du SPD en Allemagne qui a vu sa base sociale, notamment ouvrière, s'éroder avec les réformes libérales de Schröder.

L'émergence d'une gauche radicale autour de « Die Linke » puis la montée en puissance des écologistes avait un temps semblé sortir de l'histoire le plus vieux parti ouvrier d'Europe.

Celui-ci est finalement revenu au pouvoir récemment, à la tête d'une coalition nouée fin 2021 entre le parti social-démocrate (SPD), les Verts et les libéraux, rassemblée autour du chancelier Olaf Scholz, successeur d'Angela Merkel.

En Espagne et au Portugal, le Parti socialiste gouverne également en position dominante. Dans ces trois pays, la gauche radicale était forte, tout particulièrement en Espagne. Podemos fut longtemps le modèle revendiqué de la « France insoumise »… tant que l'organisation remportait des succès éclatants.

Mais Podemos n'a pas réussi à briser l'hégémonie du Parti socialiste espagnol. À Lisbonne, les socialistes ont remporté triomphalement les élections, faisant tomber les formations de gauche radicale à un niveau historiquement bas.

En Allemagne, suite à une crise interne de Die Linke, le bastion ouvrier de la Sarre leur a complètement échappé à des élections intermédiaires : le SPD a remporté triomphalement les élections régionales, avec 43 % des suffrages.

Enfin, si le Parti travailliste britannique est largement en crise, il est loin d'avoir atteint à des élections nationales des scores aussi bas que son alter ego en France.

Ajoutons que l’adjectif socialiste lui-même peut connaître des fortunes étonnantes comme aux États-Unis où, quasiment tabou depuis la guerre froide, il est devenu à la mode dans l’aile gauche des démocrates autour de Bernie Sanders depuis une dizaine d’années.

L’exception française ?

Le socialisme existe donc encore. Dans ce contexte, l’élection présidentielle française fait presque figure d’anomalie. La différence clef – même si elle n’explique pas tout – réside dans un mode de scrutin très particulier.

L’élection présidentielle favorise à l’extrême la personnalisation, bien plus que dans la quasi-totalité des autres pays du continent. À l’heure de la crise des partis politiques, ce scrutin accroît encore le fossé entre les élections intermédiaires et locales – où les partis parviennent toujours à tirer leur épingle du jeu – et l’élection à la fonction suprême.

Le résultat apparaît en effet déformant, avec de grands partis totalement laminés. À gauche, il est frappant de constater que, depuis 2017, LFI n’a réussi nulle part à s’imposer, à aucune élection intermédiaire locale, même lorsqu’il y avait une portée nationale comme aux élections européennes.

Qui plus est l’organisation a été traversée par des crises fortes, a changé de paradigme sur des questions essentielles (notamment sur la laïcité) à distance de la campagne de 2017.

Parallèlement, là où LFI a pu obtenir des élus et un score honorable, comme aux élections régionales en Île-de-France, on constate qu’il s’agit d’une très classique union de la gauche qui lui a permis d’avoir des élus.

La personnalité de Jean-Luc Mélenchon, ses talents oratoires et la véritable « machine de guerre » construite habilement par des cadres maîtrisant parfaitement tous les codes de la présidentialisation à outrance (en mobilisant dans la dernière ligne droite le vote « utile » ou « efficace ») a permis d’écraser, comme en 2017, la totalité de ses concurrents de gauche.

Cela donne l’impression – et la probable illusion – que vient de se former un « bloc populaire » puissant. Sera-t-il en capacité de structurer une alternative durable ?

Si se répète un processus similaire avec les mêmes acteurs de ces dernières années, on peut légitimement en douter. Certes, on ne manquera pas d'arguments en soulignant que les deux autres grands blocs, autour de LREM et du RN, parviennent à dominer la vie politique malgré leur déficit d'implantation.

Mais la comparaison trouve vite ses limites, car le libéralisme politique et élitiste d'un Macron n'a pas besoin d'une importante base militante pour s'imposer, à la différence de la gauche et des formations issues des idéaux du mouvement ouvrier. Défendre les dominés implique une structure pérenne et démocratique pour pouvoir s'affronter aux puissants.

Une gauche devient forte lorsqu'elle a acquis une implantation, qu'elle a mené une guerre de positions durable. Si les modalités de la vie politique ont assurément changé, rien n'indique que l'on puisse définitivement se passer de ce lent travail de structuration, qui permit par le passé d'importantes victoires pour les partisans du socialisme.

Auteur

Jean-Numa Ducange, Professeur des Universités, *Université de Rouen Normandie*

Cet article est republié à partir de The Conversation sous licence Creative Commons. Lire l'article original.

Publié le : 2022-04-14 16:12:25